

«Le chemin parcouru par les agents signataires aujourd'hui du Document Démocratique de Base est un actif qui doit être mis à profit dans le processus de Règlement»

INTERVIEW À XXX

Au mois de mars passé, les signataires de l'Accord Démocratique de Base ont adopté l'engagement de créer une Table Ronde pour l'Accord. XXX explique que cette tâche «va bien».

Il précise que «dans les limites de l'affrontement politique, nous pouvons être satisfaits de ce qui a été obtenu et de ce que nous espérons pouvoir obtenir à court terme. L'engagement de tenter de créer une Table Ronde pour le Règlement du Conflit fut lancé en son temps, et comme objectif il fut fixé d'y parvenir pour l'Aberri Eguna de 2006 et on devinait, malgré la difficulté de réunir tous les pieds dont a besoin cette table, que l'on pouvait avancer dans la bonne direction en constituant une table de discussion préalable qui pourrait arriver à une série de consensus et agglutiner différents partis, et cet effort a été fait. Aujourd'hui cette table de discussion existe, la seule qui existe dans le pays, et réunit 55 partis, syndicats et intervenants sociaux. Nous parlons d'un consensus qui peut être, et je crois qui doit être, utilisé pour atteindre de plus amples accords. Nous sommes en train de parler avec ceux qui ne sont pas encore assis à la table et les portes restent ouvertes, sauf avec le PP et ses proches, qui ne nous reçoivent pas».

¿Sur quelles bases travaillez-vous?

Qu'au final, les hommes et les femmes qui vivent dans ce pays, dans les sept territoires, nous devons être consultés et que nous devons approuver entre tous quelle doit être la question, quand et comment la poser. L'Accord Démocratique de Base c'est cela.

Cela suppose-t-il que ce principe est assumé par d'autres agents que les signataires de l'Accord?

Oui, nous le constatons. Ce qui arrive c'est que finalement un conflit de ce genre est également un conflit de termes. Par exemple, le propre concept d'Euskal Herria peut ne pas être compris de la même manière par les uns et par les autres, mais

si nous constatons qu'il y a concordance sur le fait qu'il existe un conflit, il faut le surmonter; le dialogue est une bonne formule et nous allons nous asseoir autour d'une table pour étudier comment le résoudre et cela, ensuite, devra être ratifié par la société. Il est clair que les termes de l'accord devront tourner autour du, où et quand, sera posée la question. Mais cela est accepté et nous sommes satisfaits.

Qu'est-ce qu'il faut mettre à l'actif de cette Table Ronde pour l'Accord ?

En premier lieu, c'est que des sensibilités politiques aussi différentes aient pu arriver à des accords et rester ensemble à cette table jusqu'à aujourd'hui. En outre, qui le veut bien participe à cette table, et cela suppose que les documents émanant de cette initiative bénéficient d'un appui politique et social importants. Il n'échappe à personne que le conflit se vit ici et que, par exemple, le fait que le Collectif de Prisonniers soit présent est un actif important, car cela démontre la ferme et sérieuse volonté de tourner la page de ce conflit politique armé. Il faut en profiter. Quant à l'avenir, nous devons poursuivre le travail et démontrer qu'en partant de sensibilités politiques diverses on peut parvenir à des accords sur des bases en rien maximalistes, qui peuvent être débattues et acceptées par d'autres formations, en raison surtout de leur caractère démocratique. Il y a maintenant la possibilité de discuter de certains concepts ainsi que des postures plus flexibles, choses qui n'existaient pas auparavant.

Quels échos avez-vous des partis qui n'ont pas signé les accords?

Bons. Nous autres, nous avons toujours tenté de comprendre le pourquoi de la réponse donnée par l'autre. Nous comprenons que les partis qui n'ont pas signé les accords puissent avoir une série d'intérêts autres, de stratégies, d'agendas ou de calendriers. Jamais nous n'avons commencé à discuter avec quelqu'un du pourquoi de son absence ou de lui dire qu'il devrait y assister. Cela contribue à maintenir les portes ouvertes. Je crois que la méfiance d'il y a quelques années a été surmontée et, en général nous

percevons un réel désir de voir les choses s'arranger, et je crois que nous en sommes au point où cette volonté peut se traduire en projets stratégiques concrets. Les signataires avalisent cette stratégie et les non-signataires restent dans l'expectative. Nous voulons souligner ici que des agents non-signataires ont pris le parti de faire leurs apports et en concret par écrit, comme c'est le cas d'IU/Ezker Batua, PNV et LCR. Nous attendons de recueillir celles des Verts et Batzarre.

Quels problèmes avez-vous rencontrés?

Le principal et initial fut qu'une partie de l'univers du PP n'ait pas voulu s'asseoir avec nous. Ensuite nous avons rencontré la campagne médiatique voulant bloquer un possible processus, mais, ce qui apparaissait comme pouvant être un énorme obstacle, ne l'a pas été autant et je crois par exemple que la manifestation du BEC s'est finalement transformé en élément favorable. Et, sans aucun doute, la prise de position d'Anoeta y a contribué fortement, en mettant en évidence le rôle protagoniste qui sera tenu dans le futur par tous les intervenants qui misent sur une sortie démocratique du conflit.

Pour l'Aberri Eguna pensez-vous pouvoir compter sur la participation de certains représentants importants de ceux qui jusqu'à présent n'ont pas signé l'accord?

Nous allons continuer de le tenter. Je ne sais pas si nous pourrions obtenir que EB, IUN, PSE, PSN ou PNV, qui sont des éléments clés, s'assoient à la table, mais je serais content si chacun, depuis sa place, appuie un processus de paix approuvé par tous. Que ce soit à partir de la Table Ronde pour l'Accord, ou que la Table soit utilisée pour pouvoir avancer dans un sens ou l'autre, est secondaire. Nous sommes conscients qu'il est difficile pour le Parti Socialiste de s'asseoir à notre table, de même que pour le PNV à la suite de certaines déclarations, mais nous autres, nous allons continuer de démontrer que notre volonté est ferme et que ce qui a déjà été réalisé doit être mis à profit.

Vous avez parlé de la participation du Collectif des Prisonniers Politiques Basques, quelle importance lui donnez-vous?

On ne peut élaborer des accords, des textes ou initier des débats sans connaître l'opinion du Collectif des Prisonniers. Qui plus est, je dirai qu'il serait irresponsable de penser que cela peut se faire sans savoir ce que pense l'ensemble des agents, et je me réfère aussi aux intervenants armés. Tenter d'atteindre la paix dans ce pays sans les écouter et connaître leur avis donnerait lieu à un accord notoirement boiteux.

Croyez-vous que le Collectif des Prisonniers mise sérieusement sur le règlement du conflit ?

Sans doute. Dès l'instant où ils ont souscrit à l'accord, je ne dirai pas que c'est l'aboutissement le plus important du travail effectué, mais, si, l'un des plus importants. Savoir qu'il n'est pas l'idée de deux ou trois politiques, mais qu'il a derrière lui tout cet appui populaire est important. Personne n'ignore l'importance de la signature de l'accord par le Collectif des Prisonniers Politiques.

On parle aussi maintenant de la table ronde fomentée par le lehendakari I. Qu'en pensez-vous?

Que du bien, car c'est une table qui partage des principes avec lesquels nous sommes d'accord, tels que le fait que nous devrions finalement arriver à un accord politique qui devra être ratifié par les citoyens.

La table Ronde por l'Accord et celles du lehendakari sont-elles exclusives, complémentaires, parallèles...?

Elles sont complémentaires, comme tout autre qui se mettrait en place. Nous, n'avons jamais voulu participer à une course entre tables. Si le gouvernement basque, ou l'espagnol par une démarche valeureuse, décident de conduire un processus, tout ce que nous aurons obtenu en matière de consensus avec différents partis sera un chemin déjà parcouru. Le fait d'avoir des questions débattues et approuvées entre plusieurs est un progrès.

Quel est le rôle de vos représentants internationaux?

Leur fonction est d'expliquer et de faire connaître aux intervenants internationaux ce qui se passe ici et, en second lieu, obtenir leur implication. Je crois que dans ce sens, au cours du premier mois de l'année nous avons fait un grand pas au sein du Parlement Européen, en créant un groupe de soutien pour le processus basque, intégré par des personnes de sensibilités politiques différentes. En outre, à destination d'Euskal Herria ils ont la mission de souligner que si l'on a fait appel à ces personnes pour qu'elles témoignent de la volonté du

processus, c'est parce qu'il s'agit d'un pari sérieux..

ETA a salué l'Accord Démocratique de Base. Croyez-vous que cela prouve l'implication de l'organisation armée dans le processus?

Certainement. Et si auparavant nous parlions d'obstacles ou d'appuis, tout ce qui démontre une volonté de pouvoir initier un processus de paix dans les conditions que nous évoquons, qui ne sont pas les conditions qui se manipulaient autrefois, mais qui sont des conditions et postures flexibles, représente une aide. Et, naturellement, le fait qu'une des parties qui est toujours militairement active en Euskal Herria, juge le processus positif est important. Imaginons le scénario contraire, un processus de paix qui ne compterait pas avec l'agrément du groupe armé serait condamné à l'échec.

Le fait que l'Accord Démocratique de Base se trouve parmi les éléments ayant amené ETA à apprécier un changement de situation qui l'a conduit à suspendre les attaques contre des responsables politiques, vous fait-il comprendre que le travail que vous faites commence à porter ses fruits?

Le fait qu'il y ait aujourd'hui moins de gens menacés qu'il y a un an, qu'il y ait des gens qui vivent plus tranquilles maintenant, est une bonne chose. Nous ne pouvons pas penser que cela s'est obtenu uniquement grâce au travail de la Table ronde pour l'Accord. En fin de compte, la table est le reflet d'un climat politique qui va sur le bon chemin.

Dans vos schémas, quel rôle pourrait jouer un possible accord entre ETA et le Gouvernement espagnol?

Aujourd'hui presque tout le monde accepte la prise de position d'Anoeta, de double voie: qu'il y a des questions dont ETA doit parler avec l'Etat, mais que politiquement nous devons aborder dans d'autres forums et d'autres tables. Nous autres, nous n'allons pas discuter de quoi ils doivent parler, nous nous occupons de la table politique. D'autres types de problèmes devront aller d'un autre côté.

Etes-vous arrivés à un consensus entre 55 agents sans poser de conditions préalables? Maintenant on parle beaucoup de savoir si une table doit se tenir dans un climat de non violence....

On a parfois l'impression que l'on n'a pas suffisamment lu les documents émanant de ce processus. Déjà au moment où fut établi le diagnostic sur ce conflit, je parle de l'Aberriguna de 2004, il était établi

dans le document que ce sont les partis politiques qui doivent parler des conditions et des climats nécessaires pour continuer d'avancer dans le processus de paix. Nous avons continué d'insister sur cette voie: que les partis s'assoient et décident eux-mêmes du type de processus et des conditions devant être réunies. Dès 2004 nous disions que ces conditions devaient être approuvées par tous et non imposées unilatéralement par quiconque.

A la suite des contacts maintenus avec les uns et les autres, croyez-vous qu'il y a des raisons objectives d'être optimiste?

Je crois que oui. Il semble qu'il sera possible de voir une table politique où l'on discutera du conflit politique basque. Des avancées sont faites qui démontrent qu'il existe une volonté, non seulement en raison du travail que réalise la Table pour l'Accord, mais aussi de la proposition faite par le Gouvernement basque, de la motion présentée au Congrès par le PSOE.... Rien ne sera facile. Il faudra voir qui impulse la table, si les autres suivent, s'il y a des intérêts particuliers... J'espère qu'il y aura du bon sens, que l'on regardera plus le fond que la forme, que nous nous asseyions et discussions.

En voyant ce qu'il arrive avec le Statut pour la Catalogne, croyez-vous que l'Etat, ou ses représentants ici, puissent accepter que ce soit les citoyens basques qui décident de leur avenir?

C'est le nœud du problème. C'est là que réside le problème, et sa solution aussi. Dans ce pays il y a de nombreuses sensibilités politiques, mais plus de la moitié estime que la solution passe par-là. Je n'imagine pas un accord politique dans lequel 50% du pays devrait renoncer à cela ; à ce point clé. Il me semble que la discussion portera plus sur comment appeler cela et de quand cela se fera. Penser à un accord qui ne recueille pas ces aspects conduirait à une impasse, tout comme penser que le lendemain Euskal Herria existera comme république indépendante en Europe. Je ne pense pas que ni le PSOE ni le président espagnol se soient engagés dans une dynamique de présentation de motions, et de dure confrontation avec l'opposition, sans savoir ce qui était en jeu sur la table. Cela me paraîtrait une farce et je ne vois pas quel bénéfice politique cela pourrait apporter. A l'instant où ils ont assumé qu'ils allaient donner un pas vers un processus de paix, il faut croire qu'ils savaient que ceci en sera l'enjeu.